17 1re circ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Première Circonscription

Elections Législatives

Scrutin du 23 Novembre 1958

Électeurs, Électrices,

Voulez-vous que, transgressant la règle habituelle, je renonce à vous développer sur deux pages un programme que vous devez bien connaître, puisque je vous l'ai déjà exposé.

Ainsi que vous le savez, je n'ai pas changé d'étiquette depuis onze ans que je fais de la politique, et vous me permettrez de jeter le manteau de Noë sur les incidents regrettables qui ont retardé le dépôt de ma candidature.

Le programme des *Républicains Sociaux* que je développais longuement aux élections du 2 janvier 1956 reste toujours valable.

A deux exceptions près toutefois et pour la raison bien simple que j'ai obtenu satisfaction :

1o Je demandais la réforme de la Constitution afin d'obtenir la stabilité, la compétence et la responsabilité des membres du Gouvernement. J'ajoutais même que ceux-ci devraient perdre la qualité de parlementaire. C'est fait.

2o Je demandais le scrutin d'arrondissement à deux tours, sans candidature nouvelle entre les deux tours. C'est fait.

Si vous êtes conservateur (pas au sens politique où cette appellation est complètement désuète) recherchez mes deux circulaires des élections de janvier 1956, et relisez-les. Vous verrez qu'elles présentent encore quelque intérêt.

Le Chef du Gouvernement a demandé qu'on ne se serve pas de son nom, même sous forme d'adjectif. Je serai donc respectueux de la consigne donnée et me consolerai en pensant qu'il y a onze ans que je le lance à tous les échos comme un cri de ralliement.

Il est tout de même un point sur lequel je veux revenir, celui de l'enseignement.

La Constitution de la Ve République précise que celle-ci est laïque; cela ne veut pas dire qu'elle est anticléricale ou anticoranique.

La France de 55 millions d'habitants de Dunkerque à Tamanrasset, la Communauté répartie dans les cinq parties du monde et qui aura vraisemblablement le même ministère de l'Éducation Nationale, ne peuvent vivre sans que soit réglé le problème de l'enseignement par un statut où les écoles chrétiennes et les écoles coraniques trouvent leur place.

Le Chef du Gouvernement (qu'il est donc difficile de ne pas écrire son nom !) a su régler des problèmes plus épineux. En Algérie il a su rapprocher militaires et civils, musulmans et colons.

Au sein du Gouvernement, il a pu faire cohabiter M. Guy Mollet et M. Pinay. Il saura bien préconiser une solution d'union à laquelle je me rallie par avance.

Le véritable problème qui vous préoccupe à l'heure actuelle n'est pas tellement un problème de programme, mais un problème d'hommes.

La première circonscription électorale, la nôtre, a été également la première du Département dans le vote du referendum. C'est dire que plus de 93 p. 100 des voix se partageront entre quatre candidats:

deux avocats, un journaliste et un ingénieur. On peut à priori se demander vers quelle profession se porteront les préférences de la population rurale qui représente la plus forte proportion des électeurs de cette circonscription.

Je rappellerai simplement à Mesdames les électrices et à Messieurs les électeurs le nom de deux Ingénieurs des Arts et Métiers qui ont su assimiler les problèmes agricoles : Monsieur le Sénateur Blondelle, ancien Président national de la Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles, et Monsieur Cramois, Président de la Caisse nationale de Crédit agricole.

On peut également se demander si le bon sens des électeurs leur fera comprendre que l'administration d'une commune ou d'un département est une excellente école pour administrer la Nation.

Enfin dernière question que le corps électoral aura à résoudre : faut-il voter pour un « horsain » ou pour un candidat « bien de chez nous »?

Je pense que la nouvelle suivante l'intéressera sans doute.

Rencontrant dernièrement « mon ami » Philippe Monin au concours départemental à Argentan, je disais : « Il vient sans doute faire ses adieux au Département ». Je ne m'étais pas trompé puisque le voici maintenant candidat à Paris. Les doléances des agriculteurs, les revendications des bouilleurs de cru, la fièvre aphteuse et le problème de la pomme, c'est fini, on n'en parle plus. Il a même perdu en route son étiquette et le voici R. G. R. Ce n'est pas encourageant.

Quand un garçon vient demander une fille en mariage, les parents sont tout de suite plus rassurés s'il s'agit d'un gars du pays, car on connaît sa moralité, sa santé, son hérédité, son goût du travail. S'il s'agit d'un gars de Paris ou d'ailleurs, on se demande toujours comme on dit, s'il n'y a pas anguille sous roche.

Pour en terminer, je veux m'adresser aux citadins, non pas aux Alençonnais, bien sûr, car ils me connaissent, mais aux Domfrontais, aux Sagiens, aux Fertois.

La terre n'est pas extensible. La poussée démographique dans l'Orne est considérable. Malgré tout ce qui sera fait et qu'il est indispensable de faire pour maintenir sur place la population rurale, il y aura une évasion vers la ville de l'excédent de population. Je prétends qu'il est souhaitable que nos villes bénéficient de cette évasion, plutôt que d'assister comme j'en ai eu dernièrement l'occasion au conseil de révision de Pervenchères à une évasion massive vers Paris.

Je m'occuperai, si vous m'accordez vos suffrages, à satisfaire les aspirations de ces trois municipalités, mais je dois préciser qu'à une époque où on parle beaucoup de jumelage, celui d'Alençon et de Domfront a été amorcé sur la place d'appel de Buchenwald en la personne de leurs futurs Maires. En raison de l'adversité qui frappe à l'heure actuelle mon vieux camarade de misère je suis certain que mes amis Sagiens et Fertois ne m'en voudront pas de leur dire que c'est vers Domfront que le Maire d'Alençon porterait en premier ses efforts.

Électrices, Électeurs, dans quelques semaines le Chef du Gouvernement sera devenu Président de la République. Il choisira, et sans doute pour cinq ans, un premier ministre en fonction de la composition de la Chambre que vous aurez élue. Vous tenez donc entre vos mains votre propre destinée et celle de la Patrie.

Faites en sorte que

LA FRANCE SOIT LA FRANCE

MARCEL HÉBERT,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
INGÉNIEUR DES ARTS ET MÉTIERS,
ANCIEN SÉNATEUR,
CONSEILLER GÉNÉRAL,
MAIRE D'ALENÇON.

Candidat Républicain Social

Imprimerie Alençonnaise, Alençon, Novembre 1958 - N° 83.111